



**OBSERVATIONS DE LA FNCCR SUR LE PROJET DE DÉCISION ARCEP  
SUR LES CRITÈRES ACCESSIBILITÉ ET OUVERTURE D'ÉLIGIBILITÉ  
AUX AIDES DU FANT**

17 novembre 2010

La FNCCR propose les commentaires suivants sur le document soumis à consultation

**Acceptions diverses du mot « zone »**

*Commentaire*

*Le mot « zone », qui figure 15 fois dans le document, semble répondre à deux acceptions différentes, qu'il conviendrait, pour la clarté du texte, de distinguer.*

*La FNCCR propose :*

- de maintenir le mot « **zone** », au sens d'aire géographique, dans les occurrences pages 6, 7, 8, 12, 20, 22 ;*
- de remplacer ce mot par celui de « **parcours** » (de câble) dans les occurrences pages 17, 18, 19, 22.*

*Ainsi éviterait-on de lire (page 22) que les aides du FANT pourraient concerner : « le déploiement de plusieurs câbles en fibre optique en zone non mutualisée. », ce qui pourrait paraître contradictoire avec ce qui a déjà été écrit sur les zones très denses où, précisément, les réseaux ne sont pas mutualisés.*

**Page 8**

ii) Cohérence avec le cadre européen sur les aides d'État

**a) l'aménagement du domaine public**

De même, les autorités publiques peuvent réaliser certains travaux de génie civil (comme la construction de fourreaux) à la condition de ne pas les destiner exclusivement aux opérateurs de communications électroniques.

*A contrario*, une autorité publique peut tout à fait déployer des fourreaux particulièrement adaptés au déploiement de réseaux de communication électroniques.

*Commentaire*

*La FNCCR note avec satisfaction la confirmation que les travaux de génie civil réalisés sous maîtrise d'ouvrage des collectivités en application des dispositions de l'article L. 2224-35 du CGCT sont compatibles avec le cadre européen, et qu'il en est de même des déploiements de fourreaux au titre de l'article L. 2224-36.*

**(c) L'octroi d'aides d'État compatibles**

a. les aides d'État pour les réseaux « haut débit traditionnel »

La Commission européenne rappelle qu'une des conditions nécessaires pour conclure que l'octroi d'une aide d'État en faveur d'un réseau de communications électroniques à haut débit est compatible avec le marché intérieur est la fourniture d'une offre d'accès « effectif » de gros pendant une durée minimale de sept ans.

b. les aides d'État pour les réseaux très haut débit (NGA)

La Commission européenne considère que des conditions supplémentaires à celles exposées pour les réseaux « haut débit traditionnel » sont indispensables pour octroyer une aide d'État compatible avec le marché intérieur en faveur du déploiement d'un réseau NGA. Ces conditions supplémentaires sont :

- d'une part, la fourniture d'un accès effectif de gros pendant au moins sept ans aux infrastructures passives (fourreaux, armoires de rue, fibre noire) et pas uniquement aux infrastructures actives.

*Commentaire*

*Si l'accueil d'opérateurs sur les supports de lignes électriques aériennes appartenant aux collectivités était considéré comme une aide d'État, la FNCCR craindrait qu'il faille conclure de cette disposition que toute opération d'enfouissement coordonné ultérieur est à proscrire avant l'expiration d'un délai de sept ans. L'opérateur pourrait en effet soutenir que l'enfouissement de ses réseaux, qui lui occasionne des frais important, constitue le point de départ d'une nouvelle offre en souterrain, et met fin à l'offre précédente en aérien.*

### III) Le cadre applicable aux différents maîtres d'ouvrage

La loi ne préjuge donc pas du cadre d'intervention des maîtres d'ouvrage pouvant formuler une demande d'attribution d'aides au fonds d'aménagement numérique des territoires. Ces derniers peuvent en principe être des acteurs publics ou privés.

Il convient de noter que l'intervention des collectivités territoriales ou de leurs groupements est d'ores et déjà encadrée par l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Ainsi, la présente décision conditionnera, pour les maîtres d'ouvrage n'intervenant pas dans le cadre de l'article L. 1425-1 du CGCT, l'attribution des aides du fonds au respect d'obligations similaires à celles prévues par cet article. Ceci permettra d'assurer le même degré d'accessibilité et d'ouverture à tout projet recevant une dotation du fonds, qu'il s'inscrive ou non dans le cadre de l'article L. 1425-1 du CGCT.

#### *Commentaire*

*Il conviendrait de mentionner, outre l'article L. 1425-1 du CGCT, les articles L. 2224-36 et L. 2224-11-6 du même code qui attribuent aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité (respectivement d'eau) des compétences analogues à celles prévues dans l'article L. 1425-1 pour ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage et l'entretien de fourreaux et de chambres, dans le cadre de travaux de réseau électrique (respect. d'eau) .*

*L'article L. 2224-36 dispose notamment :*

*« Les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération exerçant la compétence d'autorité organisatrice de réseaux publics de distribution d'électricité peuvent également assurer, accessoirement à cette compétence, dans le cadre d'une même opération et en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique, la maîtrise d'ouvrage et l'entretien d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage... »*

*La pose de câbles dans lesdites infrastructures par une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération exerçant les attributions définies à l'article L. 1425-1, ou par un Opérateur de communications électroniques, est subordonnée à la perception, par l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité concernée, de loyers, participations ou subventions...*

*L'intervention des collectivités territoriales et de leurs établissements publics de coopération garantit l'utilisation partagée des infrastructures établies ou acquises en application du présent article et respecte le principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques... »*

*La FNCCR est ainsi amenée à conclure que les infrastructures réalisées par les collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité au titre de l'article L. 2224-36 seraient parfaitement éligibles aux aides du FANT.*

### **Section II Conditions d'accessibilité et d'ouverture**

Les infrastructures de génie civil font partie intégrante des réseaux de communications électroniques. En effet, aux termes du 2) de l'article L. 32 du CPCE :

*« On entend par réseau de communications électroniques toute installation ou tout ensemble d'installations de transport ou de diffusion ainsi que, le cas échéant, les autres moyens assurant l'acheminement de communications électroniques, notamment ceux de commutation et de routage ».*

#### *Commentaire*

*Affirmer que les infrastructures de génie civil font **partie intégrante** des réseaux constitue probablement un abus de langage.*

*D'une part, si la terminologie officielle cite séparément les infrastructures et les réseaux, c'est qu'il est bon de les distinguer ; d'autre part, d'après la définition donnée ci-dessus, les réseaux acheminent les communications, il s'agit donc de réseaux activés, ce qui les différencie des infrastructures ; enfin on peut être opérateur d'infrastructures (par exemple de lignes électriques aériennes, cf. page 17) sans être opérateur de réseaux au titre du L. 33-1.*

*La FNCCR propose d'affirmer que les infrastructures de génie civil sont à **considérer au même titre** que les réseaux de communications électroniques.*

### **Particularités des appuis aériens**

Ces infrastructures sont contraintes par des règles d'ingénierie particulières, notamment les règles relatives aux charges admissibles, qui ne rendent possible que l'accueil d'un nombre limité de réseaux.

Lorsque des infrastructures aériennes susceptibles d'être aidées par le fonds sont déployées en ~~zone~~ (parcours) mutualisée, l'Autorité estime, pour des raisons déjà évoquées, qu'il est raisonnable que l'accès à ces infrastructures soit réservé en priorité au déploiement d'un unique réseau en fibre optique mutualisé.

#### *Commentaire*

*Les difficultés d'utilisation des appuis de lignes électriques aériennes pour le déploiement de la fibre optique paraissent circonscrites au cas des appuis de lignes HTA. Pour ces appuis, il a en effet été recommandé de se limiter à un seul câble optique.*

*En revanche, cette limitation est moins prégnante pour les appuis BT, qui sont beaucoup moins espacés que les appuis HTA. Ils peuvent supporter plusieurs câbles, et pourraient donc, en théorie, être utilisés en ~~zone~~ (parcours) non mutualisée.*

*Pour autant que la FNCCR le sache, le problème reste à étudier en ce qui concerne l'utilisation des appuis propres de France Télécom.*

### **Article 1 (définitions)**

#### *Commentaire*

*En confirmation de ce qui est écrit en haut de la page 11 à propos des obligations qui pèsent sur les collectivités territoriales et leurs groupements, la FNCCR propose de compléter l'article 1 par l'alinéa suivant :*

*« Les infrastructures et réseaux d'initiative publique sont réputés comme répondant, par construction, aux dispositions ci-dessus »*